Octobre 2013- N°8- 58° Année JAB 1450 Ste-Croix



Paysannes, paysans, quelles sont les raisons de notre engagement?

Nous nous levons à l'aube, travaillons la plupart du temps sept jours par semaine, fréquemment sous la pluie et le vent. Les vaches vêlent à trois heures du matin et lorsqu'elles tombent malades, nous dormons mal. Quant aux vacances, elles sont une denrée rare. Pour qui et pour quoi faisonsnous tout cela? Et avec quel soutien?

Lorsque nous observons notre monde et ce qui se trame autour des thèmes de la terre, du monde paysan et de la nourriture, nous devrions y consacrer toujours plus de temps. Ce temps qui pourtant nous manque cruellement car nous devons aller toujours plus vite et en faire toujours plus. Devons? Ne serait-il pas opportun de nous y opposer de manière consciente, ensemble et avec engagement? Grâce à la souveraineté alimentaire, nous avons un projet à proposer qui rassemble au niveau mondial et qui, pour le surplus, est démocratique, équitable et solidaire. S'engager fortement pour ce projet pourrait être payant. Et pas seulement pour le porte-monnaie. Quels en seraient les effets pour nous-mêmes? Qu'est-ce qui pourrait ou devrait changer? Quel est le chemin à suivre? Nous avons réfléchi à ces questions que nous allons aborder dans une série d'articles à paraître dans notre journal. Des articles qui approfondissent et prennent à bras le corps le thème de la souveraineté alimentaire et ouvrent le débat auprès de nos membres. Chacun d'entre vous est appelé à y amener son grain de sel! N'hésitez pas à contribuer au débat!

Pour qui souhaitons-nous produire?

Nombreuses sont les personnes qui affirmeront que le marché est incontournable. Il est globalisé. Il n'a pas de visage. Rares

sont celles et ceux qui savent encore qui boit leur lait, mange leur pain ou leurs pommes. C'est le marché qui, soit disant, décide. Pourtant, nous faisons tout cela pour que les gens puissent se nourrir. Nous puisons le meilleur de nos sols, mais sommes obligés d'écouler nos produits de manière anonyme. Le but et les raisons de cette aliénation de l'économie, c'est le gain. Et non l'approvisionnement ou la préservation de la population contre la faim. C'est bien pour cette raison que les denrées alimentaires ne sont pas écoulées là où la faim règne, mais bien là où l'argent domine.

Avec qui souhaitons-nous travailler?

Nous pensons à celles et ceux qui veulent du pain et du lait. Ce sont nos interlocuteurs. Nous devons à nouveau recréer des liens avec ces personnes. Des études démontrent que personne ne souhaite se comporter de manière injuste. Pourtant, malgré ce fait, nous expérimentons quotidiennement le contraire. Comment est-ce possible? C'est notre système, orienté sur le profit, qui fausse les relations entre celles et ceux qui cultivent, et celles et ceux qui souhaitent manger. La publicité, le marketing, le plein pouvoir du marché, ces égarements systématiques brouillent et dissimulent les vraies raisons de notre engagement: la vie, la nourriture et la répartition équitable des ressources. C'est pourquoi nous devons trouver, avec tous les concernés, une solution qui soit juste et solidaire. Le concept de souveraineté alimentaire est une voie pour y parvenir.

> Köbi Alt, Vice-président Uniterre Valentina Hemmeler, Secrétaire Ulrike Minkner. Présidente

Débattons! Construisons!

Une initiative populaire autour de la souveraineté alimentaire? Pourquoi? Avec quel contenu? Est-ce une chance de lancer un débat citoyen de fond ou est-ce un projet trop ambitieux? Trouveronsnous des alliés? Y a-t-il des membres ou des sympathisants déjà prêts à faire signer et enchantés par un tel projet? Voilà des questions qui méritent d'être débattues avec vous. Nous profiterons également de cette occasion pour partager avec vous les points forts prévus pour 2014! Vos sections vous invitent à une soirée d'échange pour faire vivre le syndicat et pour s'engager dans des projets constructifs! Soyez-en!

Zurich lundi 21 octobre, 20h Restaurant Bern, Dietikon

Jura jeudi 31 octobre, 20h Restaurant de La Poste, Glovelier

Genève jeudi 7 novembre, 20h Auberge communale de Satigny

Fribourg jeudi 14 novembre, 20h Maison Verte, à côté gare de Romont

Vaud vendredi 15 novembre, 20h Stand de Vernand

Nord-ouest 20 novembre, 20h Restaurant Hirschen, Laufon

Neuchâtel jeudi 28 novembre, 20h Restaurant de la Croisée, Malvilliers

Chablais-Valais jeudi 5 décembre, 20h Môtel de Rennaz







Conditions de travail
Frais pressés

Page 4

LAIT

Ligne blanche et Europe: surtout ne pas baisser les bras!

Uniterre était invité à Bruxelles par l'Union européenne à participer à une importante conférence sur l'avenir du secteur laitier après 2015. Les conclusions de cette conférence seront débattues au Parlement et au Conseil des ministres en 2014. Ces dernières instances auront le dernier mot sur ce qui sera mis en place – ou non - dans la politique laitière dès le 1er janvier 2015. Fait intéressant, Dacian Ciolos, le Commissaire européen à l'agriculture, a déclaré dans son allocution d'ouverture, vouloir aller plus loin que les instruments de gestion de crise prévus dans le Paquet Lait (intervention et stockage). Il souhaite mettre en place un véritable observatoire du marché laitier européen. Cette bonne nouvelle ne semble plus vraiment combattue par les différents acteurs de la filière. Les revendications des producteurs emmenés par l'European Milk Board (EMB) durant toutes ses années en Europe commenceraientelles à être entendues? La forme que prendrait cet observatoire n'est pour l'instant pas très claire. Afin de susciter

le débat et faire émerger de nouvelles

idées, Dacian Ciolos a fait intervenir différents acteurs dont l'EMB.

Pour EMB, il faut aller plus loin et réguler par le prix

EMB s'est réjoui de la création de cet observatoire. C'est une première étape importante que l'EMB a toujours revendiqué. Il faut cependant aller plus loin que de la simple observation. L'UE doit le coupler à une agence de régulation par le prix. C'est le Dr Andrea Fink-Kessler, du Bureau de l'agriculture et du développement rural allemand qui a présenté son étude sur le système de régulation d'EMB. Ce dernier implique une intervention lorsque le prix dépasse un prix minimum et maximum (corridor de prix). EMB a démontré que ce système permettait de lutter efficacement contre la volatilité des prix et permettait de stabiliser le revenu des exploitations. C'est l'un des principaux points qui garantit une production laitière durable répartie sur l'ensemble du territoire européen et non seulement dans les grands bassins de production du Nord de l'Europe. EMB

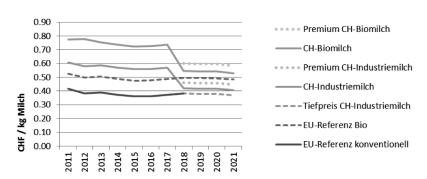


Est-ce que le destin d'une filière laitière équitable en Suisse se jouerait à Bruxelles? Probable...

La Ligne blanche, quelle mobilisation?

La Commission Lait vous annoncera prochainement des séances dans vos sections.

Prix à la production dans le cas d'une ouverture sectorielle du marché Ligne blanche



Source: Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL)

a aussi défendu l'idée d'une réduction volontaire de production, financée par un fond alimenté par des taxes de surproduction.

En Suisse, la libéralisation de la ligne blanche est très préoccupante

Si en Europe on discute des modèles de gestion du marché pour 2015, en Suisse, c'est la libéralisation de la *Ligne blanche* avec l'Europe qui est sur toutes les lèvres. Une récente étude de l'école d'ingénieur de Zollikofen montre les dégâts que provoquerait une telle entreprise. Une chute de prix couplée à des charges élevées provoqueraient la faillite de milliers exploitations spécialisées dans le lait. Sans mesures d'accompagnement importantes et donc difficilement finançables sur le long terme, seules deux

exploitations sur les quatorze observées par l'étude continueraient la production laitière. Douze d'entre-elles se reconvertiraient vers d'autres productions et d'autres sources de revenus, ce qui mettrait sous pression d'autres filières, notamment celles de la viande et des céréales. L'étude signale également que les exploitations plus diversifiées, qui n'ont pas seulement misé sur la production de lait s'en sortiraient mieux. La filière bio serait touchée dans les

mêmes proportions.

Du côté de l'industrie de transformation, des changements structurels pourraient être très importants étant donné la pression qu'exercerait la concurrence étrangère et l'approvisionnement plus difficile en lait.

Le Conseil fédéral devrait donner sa position sur ce dossier d'ici la fin de l'année 2013. Selon ce qui sort, un débat aux Chambres extrêmement important pourrait avoir lieu. Pour Uniterre, cette libéralisation, si elle devait être réalisée, est une attaque directe et violente à une politique agricole basée sur le principe de la Souveraineté alimentaire. Une alliance large et nationale des familles paysannes est indispensable sur ce dossier. Nous devons revendiquer un système de régulation par le prix comme le font les paysans européens. Tant en Europe qu'en Suisse nous ne devons pas baisser les bras.

Nicolas Bezençon, Secrétaire Uniterre

Pour télécharger tous les documents:

http://ec.europa.eu/agriculture/events/dairy-conference-2013_en.htm

http://www.swissmilk.ch/fr/producteurs-de-lait/politique/dossiers-de-politique-laitiere/ouverture-du-marcheligne-blanche.html



L'utopie des indociles 40 ans de Longo maï

Que se passe-t-il quand 30 jeunes partent pour construire un autre monde?

Bâle. AckermannshofSt. Johanns-Vorstadt 25
19 octobre au 2 novembre 2013
Heures d'ouverture: 10h à 19h

Genève. Grütli Maison des Arts 16, rue du Général-Dufour 3 au 21 décembre 2013 Heures d'ouverture: 10h à 20h Programme au Grütli, Genève Vernissage

Mardi 3 décembre, dès 19 heures

La poésie en voyage

Jeudi 5 décembre, 19 heures

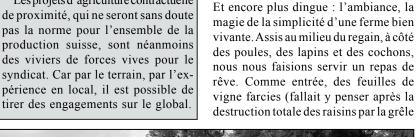
Conférence-débat sur les utopies d'hier et d'aujourd'hui

Mardi 17 décembre, 20 heures Info: www.prolongomaif.ch



Nous reproduisons ici un courrier de Reto Cadostch, producteur des Cueillettes de Landecy à Genève, qui s'adresse à ses coopérateurs suite à un souper organisé en plein champ. Au delà de l'évènement, ce texte démontre à quel point le rapprochement entre producteurs et consommateurs peut être source de satisfaction et de

Les projets d'agriculture contractuelle





Souper en plein champ aux Cueillettes de Landecy, été 2013. Photo A. Roessinger

AGRICULTURE CONTRACTUELLE DE PROXIMITÉ

Un ensemble plus fort que ses unités

Chères cueilleuses, chers cueilleurs,

Notre repas champêtre était magique. Le temps d'abord : quelle surprise près de 30 degrés, nous n'y croyions plus cette année. La participation incrovable: plus de 100 personnes étaient présentes. Et encore plus dingue : l'ambiance, la magie de la simplicité d'une ferme bien vivante. Assis au milieu du regain, à côté des poules, des lapins et des cochons, nous nous faisions servir un repas de rêve. Comme entrée, des feuilles de vigne farcies (fallait v penser après la

de juin) accompagnées de leurs salades de carottes et de concombres. Suivait la salade counée fraîche avec sa tranche de pain sortie du four à bois. Comme plat principal, des patates cuites dans le regain, accompagnées de leurs sauces épicées. Enfin une véritable brouette de desserts miraculeux préparés par

Voilà une soirée qui donne envie de continuer à bosser dans les champs. Une soirée qui montre à quel point l'ensemble est parfois plus fort que le détail. Des tomates tardives, des patates coincées dans une terre de béton, des fruits bombardés par des grêlons etc. etc. La liste des lamentations est longue cette année. Mais malgré toutes ces frustrations, nous sommes en train de vivre un bout d'une vraie culture alimentaire. Et si je dis nous, je pense à tout le monde, aussi bien aux jardinières, aux jardiniers, au comité et toutes les cueilleuses et cueilleurs. Tous ensembles nous participons à la naissance d'une ferme conçue pour produire des aliments pour ses membres. Même si tout le monde ne participe pas à toutes les activités, chacune et chacun a la possibilité de voir ces initiatives de près, d'observer, de toucher, d'y participer à sa manière. Et c'est la présence de tout ce monde qui donne la vie à notre ferme en création. Une ferme qui tente l'expérience de la diversité et de l'ouverture à tous les citoyens.

Il reste plein de choses à améliorer. Je vous garantis que nous prenons au sérieux les remarques des personnes qui doivent gérer leur budget alimentaire et qui ne trouvent parfois pas assez de légumes pour nourrir les leurs. Nous continuons nos efforts pour améliorer la production, créer la diversité pour mieux contrer les pertes d'une culture ratée, attaquée, noyée ou autre. Nous allons aussi inventer, intégrer de mieux en mieux les animaux dans l'ensemble de notre production, trouver des systèmes de production participative dont les responsabilités de chacun sont simples et mieux définies, mieux organiser la participation au jardin et offrir à ceux qui veulent un bout de terre à cultiver. Tout ça prend du temps et ce ne sera jamais fini.

Ce qui nous a touché l'autre soir, c'est ce sentiment que nous sommes ensemble déjà une ferme en création dans laquelle il fait envie de dépenser encore de l'énergie. En vous remerciant encore pour votre participation sincère.

Reto Cadotsch www.cueillettes.org Voir aussi cet article publié en 2007: http://www.uniterre.ch/data/docs/ agricontra/cueilletteLandecy.pdf

LETTRE DE LECTEUR

Des initiatives « contre-producteurs »

S'il y a une chose que les paysannes et paysans ont mille fois dit et redit c'est que nous produisons toujours plus pour toujours moins de revenu. Et voilà que presque tout l'éventail de la défense professionnelle s'avance sur le champ politique avec des initiatives populaires qui proposent d'assurer plus d'auto approvisionnement, soit de produire plus sans pour autant poser de conditions pour les producteurs. Cette logique est en parfaite convergence avec les milieux industriels et agroalimentaires qui pompent la plus-value des campagnes.

Bien sûr nous défendons les produits de proximité et nous nous opposons à la libéralisation des marchés. Naturellement, nous sommes pour réduire le bétonnage. Evidemment nous sommes pour des produits de qualité exempts de produits chimiques. Mais le productivisme sous-jacent à vos initiatives contredit ces valeurs parce qu'il laisse libre cours aux lois du marché en amont et en aval de la production. Le produit, source de profit, est roi et a fait du producteur son esclave. Par exemple en supprimant le droit des associations de producteurs à fixer des conditions et un prix sur le fruit de leur travail. C'est là une atteinte, voire une négation de la dignité des paysans. Ce que nous sommes en droit d'attendre de la défense professionnelle, c'est qu'elle défende la place et les intérêts des producteurs dans la politique agricole et face aux marchés libéralisés. Vous cherchez à faire croire que les exigences écologiques et de protection des animaux sont un obstacle au revenu des producteurs. Ce que vous ne dites pas, c'est que les gains issus d'une augmentation de la production découlant de la suppression de ces exigences seraient vite dévorés par les lois du marché.

Justifier vos projets d'initiatives avec l'argument du développement démographique planétaire est fallacieux. Ce ne sont pas les paysans qui sont responsables des malnutritions. Ce sont les politiques néolibérales qui chassent par centaines de millions des petits producteurs en les expropriant pour le bien de l'agroindustrie exportatrice. En abordant la question alimentaire par le biais de l'auto approvisionnement vous esquivez la relation économique qu'entretien la Suisse avec les pays producteurs de matières premières. A ce propos, l'USP s'est satisfaite d'accords de libre échange avec la Chine et la Colombie simplement parce que les aspects agricoles ne portaient pas frontalement atteinte à NOTRE agriculture. Tant pis si la poudre de lait de nos multinationales détruit les marchés laitiers nationaux en question! Rappelons au passage que des centaines de milliers de petits paysans colombiens sont actuellement en lutte contre l'emprise de l'agro-industrie.

Notre seule chance se trouve dans des échanges équitables avec le reste du monde. La logique de la concurrence libéralisée, d'individu à individu, de nation à nation, est une logique de guerre dont nous sortirons perdants.

En voulant mettre le produit et une quantité requise au centre de sa vision politique en lieu et place des producteurs, l'USP tourne le dos à la recherche de

Dans le cadre de notre projet d'initiative sur la souveraineté alimentaire, auquel l'AG 2013 d'Uniterre a réitéré son appui, nous publions des lettres de lecteurs. Celles-ci n'engagent pas automatiquement le comité mais bien l'auteur de la lettre. Elles sont les bienvenues car elles permettent d'animer le débat. Bonne lecture.

la souveraineté des producteurs et de leurs associations face aux marchés libéralisés. Producteur et production sont contenus sous forme active dans la revendication paysanne qu'est la souveraineté alimentaire

Peut être qu'une initiative peut y contribuer mais pour autant qu'elle mette le producteur au centre du projet. Mais surtout la souveraineté est une affaire de posture individuelle et des collectivités de la défense professionnelle.

Paul Sautebin, La Ferrière



CONDITIONS DE TRAVAIL EN AGRICULTURE

Un hôtel 4 étoiles pour les animaux, et même pas une écurie pour les travailleurs

A l'initiative de La Via Campesina, organisation internationale des travailleurs de la Terre, des représentants de la Plateforme pour une agriculture socialement durable se sont rendus à Saluzzo, dans le Piémont à 50 km au sud de Turin, en Italie, du 1^{er} au 3 septembre 2013, afin de faire un rapport sur les conditions de travail des ouvriers agricoles.

Saluzzo est le plus grand bassin de production fruitière d'Italie. Pèches, pommes, kiwis mais aussi petits fruits et légumes proviennent de cette région. Les alignements interminables d'arbres fruitiers, recouverts de filets anti-grêle, dominent le paysage. Les fruits et les souches sont choisis selon les critères du marché: uniformité, facilité de manutention et transport, timing du murissement, etc. Rien n'est laissé au hasard, les paysans sont devenus des entrepreneurs, devant à tout moment suivre les méthodes de traitement préconisées par les acheteurs. Tous les quelques kilomètres se dressent les immenses halles des entreprises et coopératives de conditionnement, bordées de piles de paloxes de toutes les couleurs. Les fruits y sont acheminés, lavés, triés, empaquetés et envoyés aux quatre coins de l'Italie et de l'Europe.

L'élément de la production qui n'est pas sous contrôle est la main-d'œuvre saisonnière: à l'origine italienne, elle est devenue, comme partout, étrangère. Le marché du travail est disputé par différentes communautés: Roumains, Bulgares, Albanais, Indiens, Maghrébins et Chinois entre autres se pressent au portillon. Dans la région de Saluzzo, les travailleurs migrants les plus visibles aujourd'hui sont les hommes africains subsahariens du Mali, Côte d'Ivoire, Gabon, Burkina Faso, Sénégal, Togo,

etc. Ils sont quelques 500 à camper au Foro Boario, en bordure de la ville, à côté d'un champ de panneaux voltaïques et de l'enceinte servant à la grande foire agricole annuelle. Ils se sont construit des habitations avec des matériaux de récupération: plastic, palettes en bois cordes et ficelles. Les conditions sanitaires sont désastreuses. Contraste saisissant avec les soins apportés aux animaux de concours qui, en raison de la chaleur, sont douchés deux fois par jour, la litière maintenue propre en permanence, l'alimentation livrée individuellement. Pour le surplus, un coiffeur et un spécialiste des onglons sont à leur disposition... Les travailleurs agricoles, qui sont à proximité immédiate, sont par contre dans le dénuement total.

Tous les matins, ces travailleurs sortent à vélo, sillonnent la plaine à la recherche de travail et rentrent le soir, souvent bredouilles. Il y a quelques années, ils n'étaient que quelquesuns à la recherche de travail et ils en trouvaient. Année après année, leur nombre a augmenté et les logements mis à disposition venaient à manquer. En 2012, la situation est devenue explosive et les autorités ont été appelées à mettre à disposition de ces travailleurs saisonniers des logements. Peu a été fait. En 2013, le nombre de travailleurs cherchant du travail et un logement a encore augmenté car ils sont obligés,

outre de gagner leur vie, de présenter un contrat de travail pour obtenir la prolongation de leur permis de séjour. Ceci les met en dépendance des patrons. Beaucoup d'employeurs n'hésitent pas à profiter de cette situation pour payer des salaires au rabais et ne déclarer qu'une partie des jours travaillés, sans pour autant reverser les cotisations sociales. Donc pas de droit au chômage et pas de prolongation du permis de séjour! Ils ont peu de soutien ces travailleurs africains: ostracisés par la couleur de leur peau, les syndicats et organisations politiques (à quelques exceptions près) les laissent à leur sort et ne prennent pas activement leur défense.

Sur place, début septembre, une petite délégation du groupe de travail sur les travailleurs saisonniers migrants de La Via Campesina a rencontré les travailleurs à Saluzzo. En collaboration avec les associations de soutien, cette délégation a dénoncé les conditions de travail et de logement intolérables lors d'une conférence de presse, et appelé les autorités à agir tout en relayant les revendications des travailleurs.

Le 7 septembre, la ministre de l'intégration du gouvernement Letta, Madame Cécile Kyenge, est venue à Saluzzo pour y rencontrer les autorités. Les travailleurs africains du Foro Boario lui ont remis une lettre ainsi qu'un catalogue de revendications, ils attendent des réponses concrètes!

Début octobre, la récolte sera terminée, le froid s'installera et les travailleurs saisonniers migreront vers le sud de l'Italie pour la récolte des agrumes. Ils se heurteront à nouveau à des conditions de travail déplorables. Les émeutes de Rosarno et de Foggia sont encore dans toutes les mémoires. L'agriculture industrielle et la concurrence effrénée ont besoin d'esclaves, elles les trouvent parmi ces travailleurs migrants venus de très loin dans le but de trouver des conditions de vie meilleures!

Pour l'autre syndicat et la Plateforme pour une agriculture socialement durable

Philippe Sauvin, Noé Graff, Yannick Arnold et Werner Schmid

Agenda

Débattons! Construisons! Info voir page 1 Zurich lundi 21 octobre, 20h Restaurant Bern, Dietikon Jura jeudi 31 octobre, 20h Restaurant de La Poste, Glovelier Genève jeudi 7 novembre, 20h Auberge communale de Satigny

Quel avenir pour l'agriculture de montagne?

Brigitte Decrausaz, Service de l'agriculture VS

Mardi 12 novembre, 20h

Martigny (Salle du Vampire) Débat: F. Cuche, ancien secrétaire d'Uniterre; J-L. Deslarzes, agriculteur bio; Patrice Dubosson, agriculteur.

Organisation: Les Verts VS

Pourquoi Femmes Solidaires Sans Frontières organise un panier de légumes solidaire? Mercredi 6 novembre, 19h30 à 21h30. A Renens (Local FSSF, Rue Neuve 4b)

AG Croqu'terre Vendredi 22 novembre, 20h à Romont (c.o. de la Glâne)

Info: www.uniterre.ch>Agenda

APPEL A SOUTIEN

Pour renforcer son travail d'information auprès de la population et de lobbying auprès des institutions agricoles suisses, Uniterre a besoin de votre soutien.

Un grand merci de votre appui.

Uniterre p.a. Mme Aline Franel Le Crépont, 2105 Travers Banque Raiffeisen Basse-Broye Vully Compte Uniterre No 28496.55 IBAN: CH50 8012 3000 0028 4965 5 CCP de la Raiffeisen 17-6872-4



Campement des migrants à Saluzzo (Italie) contre l'enceinte de la foire agricole annuelle

Responsable du journal:

Marie-Eve Cardinal, me.cardinal@uniterre.ch Imprimerie, annonces:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Secrétariat du syndicat:

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne. Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75, Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse: Aline Franel, 2105 Travers Tél. 032 863 20 92, a.franel@uniterre.ch

a.tranel@uniterre.ch
Fr. 400.-paran, CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen,
Compte Uniterre No 28496.55, 1564 Domdidier

Commission «parl delait, 1.-pour le paysan»: Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, lait@uniterre.ch Commission grandes cultures et viande: Nicolas Bezençon, gcviande@uniterre.ch

Commission internationale Uniterre:

Rudi Berli,av. des Gares 15, 1201 Genève Tél. 078 707 78 83, ciu@uniterre.ch Coordination Européenne Via Campesina: Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch

Commission vente directe:

Nicolas Bezençon, n.bezencon@uniterre.ch
Commission jeunes-accès à la terre:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch



www.uniterre.ch